

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 08/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VELIO**

c/o MEDIACO VRAC  
BP 83  
13016 Marseille

Références : D-1322-AIX-2022

Code AIOT : 0006413047 (à rappeler dans chaque correspondance)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2022 dans l'établissement VELIO implanté Rue Mat de Ricca Lot A8 ZI DISTRIPORT 13230 PORT ST LOUIS DU RHONE. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VELIO
- Rue Mat de Ricca Lot A8 ZI DISTRIPORT 13230 PORT ST LOUIS DU RHONE
- Code AIOT : 0006413047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

La société VELIO exploite un entrepôt couvert de 12 cellules sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Les cellules 1 à 4 et A sont exploitées par la société MEDIACO VRAC pour le stockage de matières combustibles destinées principale à la moyenne et grande distribution.

Les cellules 5 à 10 sont louées à la société ID Logistics pour le stockage de produits cosmétiques.

La cellule B est louée à la société BOLLORE Logistics.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- présentation de l'activité,
- situation administrative,
- moyen de lutte contre l'incendie,
- visite des installations.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Lutte contre l'incendie – exercices de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
20	Analyse des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 10.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.6.1.	/	Sans objet
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 3.5.	/	Sans objet
4	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 11.	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 8.2.8	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22	/	Sans objet
9	Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
12	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 14.	/	Sans objet
14	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.	/	Sans objet
15	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 17.	/	Sans objet
16	Dispositif d'alerte en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 8.2.11	/	Sans objet
17	Stockage des aérosols	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 9	/	Sans objet
18	Matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.4	/	Sans objet
19	Stockage extérieur	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a relevé trois non conformités. En réponse, l'exploitant s'est engagé à :

- réaliser un exercice de défense contre l'incendie avant le 31 décembre 2022,
- réaliser une analyse des rejets aqueux avant le 31 décembre 2022, ,
- apporter les éléments de réponse relatifs à l'état des stock dans les meilleurs délais.

Afin d'encadrer les délais de réalisation, l'Inspection propose à M. Le Préfet, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société VELIO de réaliser ces actions sous un délai donné.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> L'entrepôt étant multi locataires, l'exploitant assure la synthèse de l'état des stocks toutes les semaines pour chaque rubrique de la nomenclature.  Pour Mediavrac, l'exploitant n'est pas en mesure de connaître l'état des stocks pour la rubrique 1510.  Pour les matières dangereuses visées par les rubriques 4321, 4331, 4441, 4510 et 4741 notamment, l'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire) ;</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des réseaux à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none"><li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li><li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers (risque d'explosion pour les locaux de charge) et l'emplacement des moyens de protection incendie. Ce plan a été validé par le SDIS. Il est affiché à l'entrée du site.  L'exploitant a mis en place des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 11.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose de 5 bassins de collecte des eaux susceptibles d'être polluées y compris les eaux d'extinction incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Bassin 1A et 1B pour un volume total de 1200 m<sup>3</sup></li><li>- Bassin 2A et 2B pour un volume total de 2050 m<sup>3</sup></li><li>- Bassin 3 de 1820 m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>Une vanne martelière asservie à la détection incendie est présente en aval de chaque bassin de rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 8.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment 5 poteaux incendie (diamètre 150 mm), d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, alimentés par le réseau d'eau public. Au total les poteaux peuvent délivrer un débit simultané de 600 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous 1 bar minimum de pression (l'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente).</p>
<p><b>Constats :</b> L'installation est dotée de 13 poteaux incendie, distants entre eux de 150 m maximum. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'exploitant justifie un débit de 670 m<sup>3</sup>/h sur cinq poteaux incendie en simultané. Les essais ont été réalisés par Razel-Bec le 17/02/2021 avant la mise en service des installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.
<b>Constats :</b> Les cellules de l'entrepôts sont équipées de RIA dont les emplacements ont été définis pour respecter la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des contrats périodiques pour la vérification des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.  La vérification annuelle des extincteurs et RIA est réalisée par la société MADIS.  Des non conformités ont été relevées lors du contrôle des installations électriques (SQ18 et SQ19). L'exploitant a mené les travaux de mise en conformité. Le courrier du 06 juin 2022 permet de lever les non conformités initiales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique.
<b>Constats :</b> La société CSEI assure le contrôle périodique du dispositif de sprinklage (hebdomadaire pour les stations et annuel pour la moto pompe).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Lutte contre l'incendie – exercices de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie depuis la mise en service des installations en mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 12 : Evacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 14.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait intervenir la société ACIS pour organiser les exercices d'évacuation en novembre 2021 et le 25/05/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; ° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.  La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.
<b>Constats :</b> Lors de la visite de l'entrepôt, l'Inspection a constaté que les conditions de stockage en rack et en masse sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Ventilation et recharge de batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 17.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local de charge
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.  S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C.
<b>Constats :</b> Les locaux de charge des engins présentent un dispositif d'extraction d'air. Ils sont dédiés à la recharge des engins et séparés des cellules de l'entrepôt par des murs REI 120. En cas de défaillance, la charge des engins est automatiquement interrompue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Chauffage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 18.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes. A l'extérieur de la chaufferie sont installés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas de chaufferie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Dispositif d'alerte en cas d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 8.2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif d'alerte automatique est déclenché afin d'informer les installations voisines susceptibles d'être atteintes par des effets thermiques en cas d'incendie de l'entrepôt. Une convention est établie avec ces installations définissant les mesures de protection qu'elles doivent engager en cas de déclenchement du dispositif d'alerte incendie. Des essais périodiques, au moins une fois par an, sont réalisés afin de s'assurer du bon fonctionnement de ce dispositif d'alerte.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi une convention de mitoyenneté avec la société ALLAINE exploitant de l'entrepôt A6 à proximité, établissant le dispositif d'alerte en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Stockage des aérosols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aérosols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des aérosols sont stockés dans la cellule 8, dans une zone dédiée grillagée (grillage de mailles suffisamment serrées pour retenir les boîtiers projetés, suffisamment résistant et convenablement ancré, afin d'éviter la propagation de l'incendie par la projection de générateurs d'aérosols en feu).
<b>Constats :</b> Les aérosols sont bien stockés exclusivement dans la cellule grillagée de la cellule 8.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les produits dangereux sont stockés uniquement dans les cellules de stockage A, n° 1, n° 6, n° 7 et n° 10.</p> <p>Les produits dangereux stockés sont conditionnés en petits volumes et en quantités limitées (inférieures aux seuils de déclaration des rubriques ICPE visées).</p> <p>Les zones de stockage de matières dangereuses seront clairement identifiées et matérialisées à l'intérieur des cellules.</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>Un compartimentage grillage est réalisé pour les stockages d'aérosol. Ce compartimentage permet de limiter les projections de générateurs d'aérosols enflammés vers d'autres palettes et de contribuer à limiter l'extension du sinistre. Ce grillage métallique est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de mailles suffisamment serrées pour retenir les boîtiers projetés ;</li> <li>• suffisamment résistant et convenablement ancré.</li> </ul> <p>Ces produits font l'objet d'une note d'organisation spéciale au vu de leur stockage notamment pour éviter toute incompatibilité.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les produits dangereux sont stockés uniquement dans les cellules de stockage A, n° 1, 6, 7 , 8 et 10.</p> <p>Les produits dangereux stockés sont conditionnés en petits volumes et en quantités inférieures aux seuils de déclaration des rubriques ICPE visées.</p> <p>Un compartimentage grillage est réalisé pour les stockages d'aérosol en cellule 8.</p> <p>L'exploitant s'est assuré de l'absence d'incompatibilité pour les différents stockages de produits dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Stockage extérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage des containers pleins est disposé sur le site sur 7 aires de stockage (îlots) de 24,9 x 17,1 m au sol (2 îlots de 12,2 m x 17,1 m espacés par une allée de 0,5 m de large).  Les allées entre aire de stockage sont de 11 mètres minimum, le déport latéral de 5 mètres minimum. Chaque aire de stockage peut être constituée de 28 containers maritimes au sol. Les containers sont entreposés en R+2 maximum. Les stockages extérieurs de palettes sont au maximum de 520 m3. La surface au sol (24 m²) des îlots est matérialisée (12 îlots de 43,2 m3 soit 300 palettes/îlots).
<b>Constats :</b> Les îlots de stockage sont matérialisés au sol. Chaque aire de stockage peut être constituée de 28 containers maritimes au sol. Les containers sont entreposés en R+2 maximum. Le jour de la visite, l'aire est partiellement occupée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Analyse des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une analyse des rejets des eaux susceptibles d'être polluées pour les paramètres température, pH, couleur, MES, DCO, DBO5 et hydrocarbures totaux au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des rejets aqueux depuis la mise en service des installations en mai 2021. L'échéance annuelle de l'autosurveillance n'est pas respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois